Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2014)
Heft: 1

Artikel: Les "Printemps arabes" : une chimère?
Autor: Triai, Chaouki
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-781092

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 07.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Les « révolutions » ou le termes « printemps » arabe décrivant une série de changements de régimes, tantôt rapides tantôt conduisant à de véritables guerres civiles, à partir de 2010. Même les Etats aux gouvernements stables, voire les Etats voisins ou tiers, n'échappent pas aux conséquences des manifestations ou des changements de régimes, voire des conflits armés dans la région.

International

Les « Printemps arabes » : une chimère ?

Chaouki Triai
Journaliste et universitaire, analyste des questions sécuritaires et géopolitiques

Les pays du Maghreb et du Machrek ont été les boutefeux de l'explosion d'un mécontentement populaire sans précédent dans le monde arabe qui a explosé au cours de l'année 2010. Pour cause, durant des décennies, et cela depuis leurs accessions à l'indépendance face aux anciennes puissances coloniales d'Occident débutée dans les années 1950, ces pays ont privilégié une construction de l'Etat sous la forme la plus dirigiste qui soit, caractérisée par des autoritarismes sans concessions. Le point commun de ces autoritarismes est une gestion militaro-politique du pouvoir à des degrés divers. Pendant une cinquantaine d'années, ces pays ont vécu sous un totalitarisme qui ne laissait guère entrevoir une opposition politique. Opposition qui d'ailleurs en était réduite à s'exprimer de l'étranger par la voix de *leaders* pourchassés par ces mêmes régimes militaro-politiques.

50 années de dictature militaire

Les « Printemps arabes » sont-ils l'expression d'un ras-le-bol populaire face à l'armée toute puissante qui n'avait de cesse de brimer les libertés et de s'accaparer les richesses du pays ? Un ras-le-bol populaire qui serait le signe que la frontière qui sépare le pouvoir et les peuples a été franchie. A cette question, l'universitaire Samir Amghar[1] explique : « *Dans une certaine mesure, le succès de l'islam politique aujourd'hui est le produit de l'échec des régimes autoritaires des pays arabes où ces régimes ont été incapables d'une part de gérer la contestation, et d'autre part de proposer un modèle de société qui puisse parler aux différents peuples arabes. Enfin, une chose importante est à souligner : ces régimes arabes ont plutôt que de vouloir accompagner la contestation, en particulier islamiste, l'ont réprimée. Ce qui a fait effectivement de ces islamistes, qui pouvaient s'opposer de manière efficace au pouvoir, des martyrs.* » Cet acharnement de combattre les islamistes par le pouvoir « *a fait de sorte qu'on (les islamistes) les a transformé en démocrate potentiel* » poursuit l'universitaire.

Un précédent historique

Mais vingt ans auparavant, l'Algérie avait sonné le tocsin de ces « Printemps arabes. » En 1988, alors qu'une émeute éclate à Alger, l'armée charge la foule avec une issue dramatique qui se traduit par des centaines de morts. En 1986, à Constantine, la 3e ville du pays, une révolte étudiante éclate et, par effet d'entraînement gagne la rue. N'était-ce pas le prélude à ces « Printemps arabes » même si du point de vue du pouvoir à Alger, le pays n'est pas concerné ? Selon Samir Amghar le propos officiels des autorités algériennes et de dire : « *nous avons échappés aux 'Printemps arabes' du fait que nous avons été à l'origine du 'Printemps arabe' puisque nous l'avons vécu. D'une certaine façon, l'Algérie a été le précurseur en terme de soulèvements populaires. Mais ces soulèvements populaires ont atteint très vite leur limite dans la mesure où l'Algérie n'est pas un pays libre et démocratique au sens littéral du terme. Nous avons un système semi-autoritaire, semi-démocratique où il est encore très difficile de s'exprimer dans certaines couches de la population. Et le pouvoir qui existait dans les années 1970 à 2000 continue d'exercer le pouvoir aujourd'hui. Il n'y a pas de changement de génération, ni de pouvoir politique. Ce sont toujours les mêmes qui exercent le pouvoir.* »

Une comparaison possible

A l'exception de la Tunisie où de toute évidence, l'armée n'a pas défendu le régime de Ben Ali puisque ce dernier, après 23 ans de pouvoir a fait défection le 14 janvier 2011, peut-être avec l'aide de certains militaires ou sous la pression de certains d'entre eux. Toujours est-il que le régime a disparu de manière inattendue. Cette observation n'est pas la même pour l'Algérie et l'Egypte. Ces deux pays ont un point de convergence : l'ossature militaire. C'est la véritable colonne vertébrale de la puissance physique et effective du pouvoir. En Algérie, l'ouverture démocratique qui semble poindre un temps après les

émeutes d'Alger en 1988, libère un temps le champ des libertés politiques. Le parti politique Front Islamique du Salut (FIS), qui gagne les élections municipales en juin 1990, sera l'année suivante stoppé dans son élan par les militaires. Victorieux au premier tour des élections législatives de décembre 1991, le pouvoir militaire interrompt le processus électoral en janvier 1992 et reprends le devant de la scène algérienne. En Egypte, malgré la chute de Hosni Moubarak, l'armée n'est pas absente de la scène. Au cours de l'été 2013, le Premier ministre islamiste des Frères musulmans Mohamed Morsi est évincé par les militaires qui comptent bien rester maîtres de l'échiquier politique. Pour M. Amghar: « *Il y a des points de comparaison. Premier point : le poids important de l'armée en Algérie mais aussi en Egypte. C'est le noyau dur du pouvoir politique depuis les années 1960. Deuxième point : l'importance de la mouvance islamiste dans les années 1990 en Algérie et les années 2000 en Egypte. Ce qui est important d'avoir à l'esprit, c'est que la posture du langage officiel des autorités algériennes qui disent finalement : nous vous avons prévenu qu' il ne faut pas laisser le pouvoir aux islamistes et le leur confier amène nécessairement à une restauration du régime précédent dans la mesure où les islamistes sont incapables d'exercer le pouvoir de façon démocratique. Donc, ce qui se passe en Egypte a conforté le régime algérien dans sa stratégie d'éradication des islamistes.* » En marge de cette comparaison, un peu plus loin à Bahreïn, avec l'appui militaire de l'Arabie saoudite, la contestation populaire des « Printemps arabes » a été réprimée.

Mais là où la pesanteur militaire s'exprime dans sa terrifiante répression, c'est dans la Syrie de Bachar el-Assad. Rien n'est fait dans la demi-mesure, bien au contraire. De toute évidence l'armée demeure dans ces pays, l'instrument essentiel du maintien du pouvoir. Le mouvement des « Printemps arabes » semble à voir du mal à trouver son rythme de croisière. Bien que qu'ils soient loin de s'essouffler et que se dissout l'engouement qu'ils ont pu susciter, les « Printemps arabes » sont confrontés à la pieuvre militaire structurellement implantée dans la gestion de l'Etat et qui en est même le ressort essentiel.

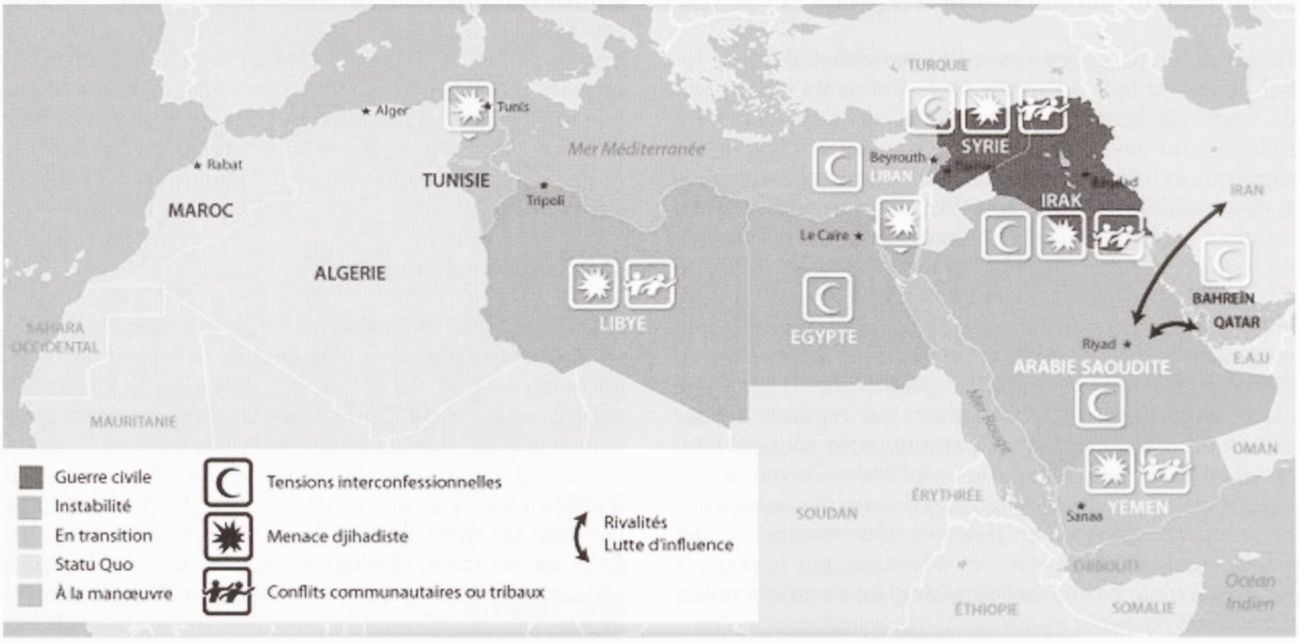
Une exception ?

Une exception tout de même : la Libye de l'ancien dictateur Mouamar Khadafi semble se disloquer dans des conflits régionalistes, claniques et tribaux. Cette désintégration s'appuie sur un armement des différents acteurs sur le terrain, ce qui de fait rend l'armée du nouveau régime de transition obsolète. Les trois zones que sont la Tripolitaine, la Cyrénaique ou encore le Fezzan, comptent en leur sein des groupes qui se disputent le *leadership* pour ou la sécession.

Dans le sillage des « Printemps arabes, » les Islamistes tentent de se frayer un chemin alors qu'ils n'étaient pas à l'origine du déclenchement des mécontentements. En Tunisie ou en Egypte, ils ont montré leurs limites dans la gestion des affaires intérieures. Ce qui fait dire au spécialiste Olivier Roy[2] que ces derniers « *sont dans l'impossibilité de gouverner* ». Il le proclame depuis 20 ans. Pour lui, « *c'est un mythe que de considérer qu'ils ont leur réseau militaire et le monopole de l'émotion islamiste. Cette perte du monopole de l'Islam s'est banalisée car la référence religieuse est partout et nulle part.* » Bien que les laïques soient eux en perte de vitesse, est-ce à dire que la puissance militaire demeurera dans l'avenir, réduisant à une chimère l'espoir du « Printemps arabes » ? Il est encore trop tôt pour le dire.

C. T.

1 Samir Amghar, spécialiste du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, université du Québec à Montréal (Canada).

2 Olivier Roy, politologue, spécialiste de l'Islam.

Vue d'ensemble du « Printemps arabes. »